

LES MÉGA-MINES EN AMÉRIQUE LATINE

Le cas argentin

SÉMINAIRE - FORMATION DES PROFESSEURS D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE

L'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE EN ESPAGNOL

DANS LES SECTIONS EUROPÉENNES ET EN BACHIBAC

14 & 15 AVRIL 2016 INSTITUTO CERVANTES DE TOULOUSE

**Mathilde Denoël, doctorante de géographie,
Laboratoires LISST-CIEU et LISST-Dynamiques Rurales, Université Toulouse Jean-Jaurès**

Pour la mine d'Esquel, le procédé d'extraction par *open-pit* (à ciel ouvert) aurait utilisé (par jour de fonctionnement de la mine en moyenne) :

- 9 tonnes d'explosifs
- 10 tonnes de chimiques, dont du cyanure
- 300 000 litres d'eau.

Une tonne de roche contient 9 grammes d'or en moyenne.

L'or, dans l'économie mondiale :

- 80% servent de réserves à l'économie mondiale
- 18% sont utilisés pour la décoration ou l'ornementation
- 2% sont utilisés dans l'industrie. Le seul recyclage de l'or déjà sur le marché permettrait d'obtenir ces 2%.

Les promesses de *Meridian Gold* :

- la création de la mine créerait 400 postes de travail
- son activité permettrait d'injecter 120 millions de \$ dans l'économie locale.



Question 1 - La mondialisation en fonctionnement

Les relations entre local et global

Consensus de Washington en Amérique Latine

Encadré 1.1. Le plan Réal brésilien, 1994-1995

En période hyperinflationniste, les prix sont indexés sur le taux de change parallèle. L'écart entre le taux de change officiel et le taux de change parallèle est à la fois un indicateur de la défiance vis-à-vis de la politique du gouvernement et un indicateur de l'inflation à venir. La variable clé est donc le degré de crédibilité vis-à-vis du taux de change. Si celui-ci devient stable, alors le taux d'inflation baisse très vite. La difficulté est de rendre ce taux de change crédible.

L'originalité de la politique brésilienne fut, à la fois, de laisser la monnaie brésilienne (le cruzeiro) fluctuer sur les marchés et de créer une « unité réelle de valeur » (URV) équivalente au taux de change cruzeiro contre dollar. La première mesure élimine *de facto* le différentiel entre le taux de change officiel et le taux de

change parallèle et aboutit à une forte dépréciation de la monnaie nationale. La seconde mesure consiste à indexer officiellement les prix des transactions non plus sur le cours du dollar mais sur celui de l'URV., de telle sorte que si les prix continuent à augmenter en cruzeiro, ils tendent à être de plus en plus stables en URV. Cet ensemble de mesures d'ordre monétaire a été complété par toute une série d'autres mesures : libéralisation des mouvements de capitaux, possibilités données pour le gouvernement d'utiliser exceptionnellement certains fonds et d'avoir ainsi une aisance monétaire.

Le taux d'inflation en URV devient alors très faible. Le gouvernement décide ensuite d'augmenter fortement le taux d'intérêt. Les capitaux (« hot money ») affluent, assurés de pouvoir repartir s'ils le décident et participent à une appréciation du réal par rapport au dollar... Le gouvernement décide enfin d'augmenter le salaire minimum, mesure justifiée pour rattraper le pouvoir d'achat perdu avec l'inflation, et de relancer la consommation. Une fois les prix, indexés à l'URV, relativement stabilisés, le gouvernement décide en 1995 de remplacer le cruzeiro par le réal au taux de change de l'URV contre le dollar. Les prix sont dorénavant relativement stabilisés.

Ce n'est que par la suite que sont entreprises massivement des privatisations et que progressivement les investissements étrangers directs entrent pour participer à ces privatisations et / ou investir.

Encadré 1.2. Le plan de convertibilité de l'Argentine (currency board) : 1991-2001

À la différence du plan Réal, graduel, le plan de convertibilité décidé par le gouvernement argentin s'apparente à un « big bang ». Au lieu d'être graduelles, les mesures de libéralisation sont mises en œuvre très rapidement.

En 1991, pour sortir de l'hyperinflation, l'Argentine dévalue fortement sa monnaie et adopte toute une série de mesures libérales vis-à-vis de ses échanges internationaux (réduction drastique des droits de douane, libre circulation des capitaux), du rôle de l'État dans l'économie (privatisations) et une mesure particulièrement radicale : la dollarisation de son économie. En adoptant le dollar comme monnaie équivalente au peso (convertibilité interne), l'Argentine abandonne sa souveraineté monétaire. Elle limite de ce fait les crédits à son économie, c'est-à-dire la création de pesos, à l'entrée de dollars. Conséquence de l'abandon de sa souveraineté monétaire, la dette interne se confond avec celle externe, les deux étant exprimés en dollars, comme aujourd'hui dans les pays de la zone euro. Nombre de transactions comme les tarifs de l'électricité, de l'eau, etc., assurés par des entreprises multinationales, les entreprises nationales ayant été privatisées et achetées par elles, se font en dollars au taux de parité de 1 peso égale 1 dollar.

Pendant les premières années, ces mesures sont profitables à l'Argentine, l'hyperinflation est enrayerée, les revenus des catégories les plus pauvres augmentent, la confiance règne, les dollars entrent, et la croissance repart. Puis très vite, les déficits de la balance commerciale apparaissent, démultipliés par l'appréciation en termes réels de la monnaie. La dette augmente, les taux d'intérêt s'élèvent afin d'attirer les capitaux de l'étranger, ceux-ci se faisant de plus en plus rares. Devant la défiance, le gouvernement, à l'époque le meilleur élève du FMI selon les propos de cette institution, procède à des coupes budgétaires. Taux d'intérêt plus élevés, coupes budgétaires précipitent la récession et la transforment très vite en crise profonde, comme en Grèce, en Espagne, en Italie aujourd'hui. Les capitaux sortent et les taux d'intérêt atteignent des niveaux très élevés. La situation devient intenable, sur un fond de crise, le système implose fin décembre 2001, le peso se détache du dollar, l'Argentine se déclare insolvable, la crise s'amplifie et avec elle la misère. Les transactions, les emprunts, les prêts, les dettes, l'ensemble des contrats établis en dollars, ne peuvent plus être assurés, le peso ayant été profondément dévalué. L'alourdissement de ces charges conduit le gouvernement d'abord à geler les comptes dans les banques, ensuite à proposer un taux de conversion dollar-peso largement inférieur à celui du marché, puis, face à l'impossibilité d'assurer le service de la dette compte tenu du niveau extrêmement élevé des taux d'intérêt, l'Argentine décide un « défaut » pour la partie non institutionnelle de sa dette, en échange d'une panoplie de bons dont la valeur faciale est dévalorisée et le terme éloigné.

- Discipline budgétaire -

La réduction du déficit public et l'austérité budgétaire devraient permettre de désendetter l'État, maintenir et améliorer le pouvoir d'achat des plus défavorisés.

- Redéfinition des priorités en matière de dépenses publiques -

Les aides directes à la santé, l'éducation et la construction d'infrastructures doivent être suppléées par des subventions à l'économie, l'emploi et aux entreprises.

- Réforme fiscale -

Le gouvernement doit élargir l'assiette fiscale et baisser les taux d'imposition marginaux.

- Libéralisation des taux d'intérêt -

L'État doit s'assurer que les taux d'intérêt fixés par le marché restent positifs et attractifs pour les investisseurs internationaux.

- Taux de change compétitifs -

La dépréciation monétaire doit favoriser les exportations, sans sombrer dans l'inflation due à des taux de change trop faibles.

- Libéralisation du commerce -

Afin de promouvoir les exportations, il est nécessaire de supprimer les barrières tarifaires et non tarifaires.

- Libéralisation des investissements directs étrangers -

Les IED ne doivent subir aucune contrainte, et les institutions financières internationales installent la libéralisation des mouvements de capitaux.

- Privatisation -

Privatisées, les entreprises seraient plus compétitives, et l'État moins interventionniste.

- Déréglementation -

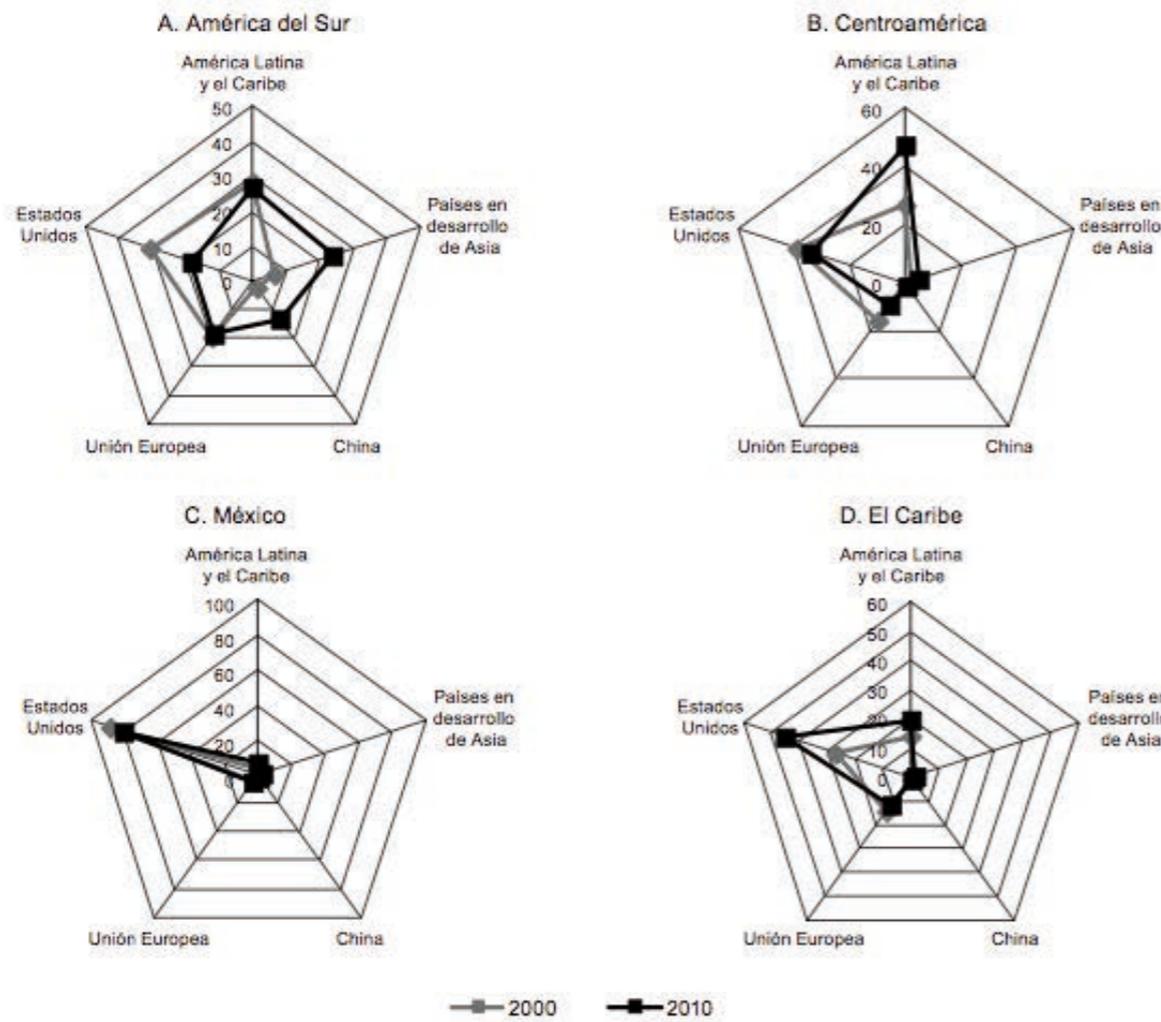
L'élimination des barrières à l'entrée et à la sortie des marchés, ainsi que le soutien de la libre entreprise doivent être appliqués.

- Droits de propriété -

Le droit de propriété favorise l'initiative individuelle.

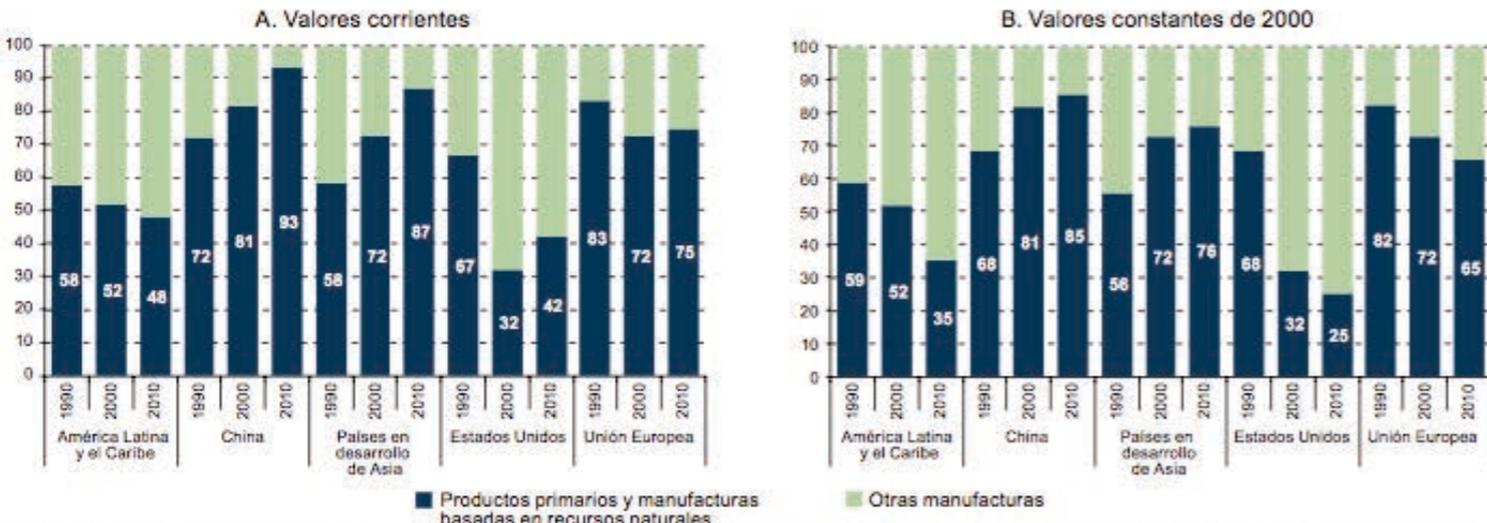
Source : Salama, P. (2012). Les économies émergentes latino-américaines, entre crises et faiblesse. Paris : Armand Colin, pp. 27 - 29.

Gráfico II.2
AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE: ESTRUCTURA DE LAS EXPORTACIONES POR SUBREGIÓN Y DESTINOS, 2000 Y 2010
 (En porcentajes del valor total exportado)



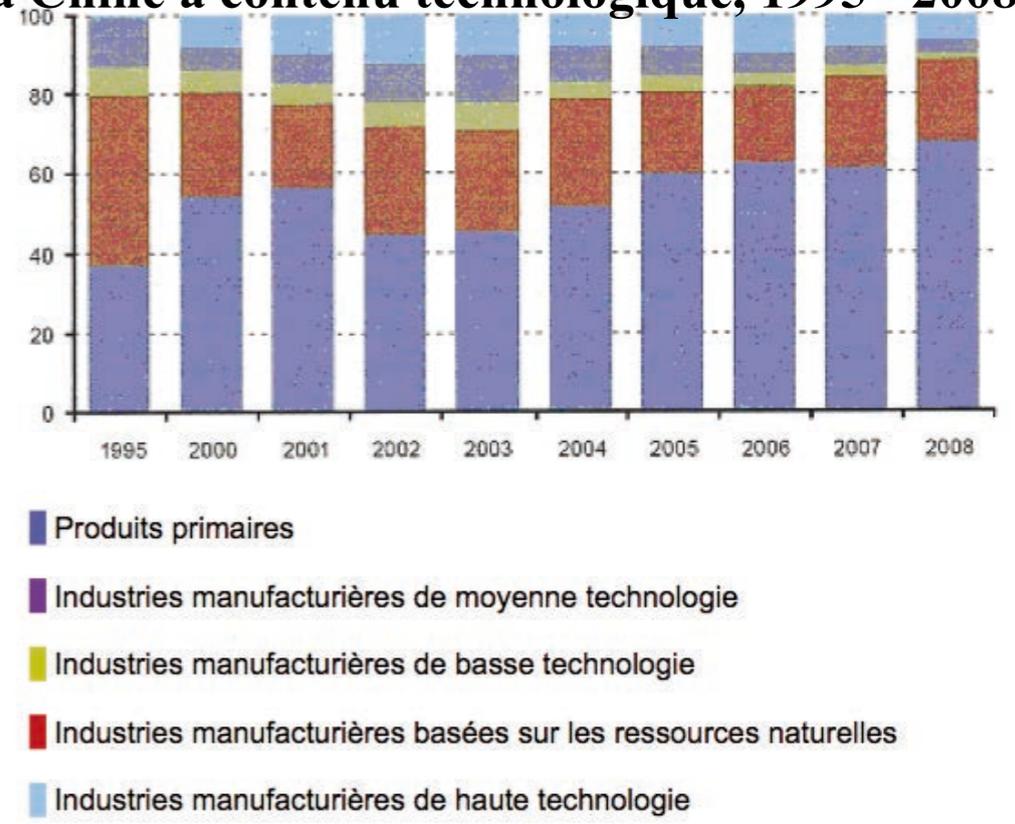
Fuente: Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), sobre la base de Naciones Unidas, Base de datos estadísticos sobre el comercio de mercaderías (COMTRADE) y CEPALSTAT [base de datos en línea] <http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegrada.asp/>.

Gráfico II.3
AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE: ESTRUCTURA DE LAS EXPORTACIONES POR TIPO DE BIENES SEGÚN DESTINO, 1990, 2000 Y 2010
 (En porcentajes del total exportado)



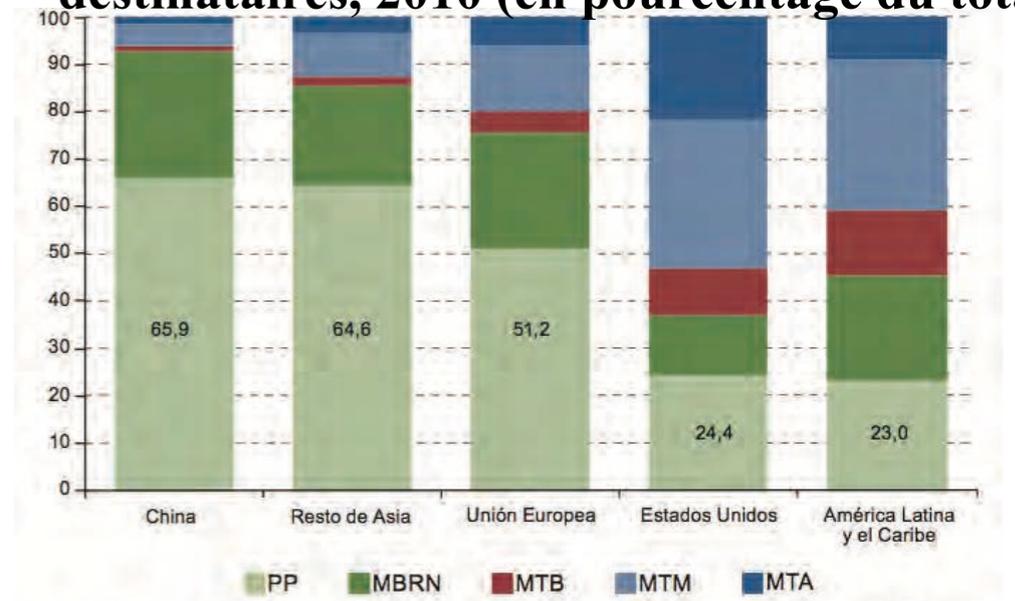
Fuente: Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), sobre la base de Naciones Unidas, Base de datos estadísticos sobre el comercio de mercaderías (COMTRADE) y CEPALSTAT [base de datos en línea] <http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegrada.asp/>; información de precios del Fondo Monetario Internacional (FMI), Conferencia de las Naciones Unidas sobre Comercio y Desarrollo (UNCTAD), Oficina de Análisis Económicos de los Estados Unidos (BEA), Oficina de Estadísticas Laborales de los Estados Unidos (OEL) y Banco Mundial.

Amérique latine et Caraïbes : exportations de la région vers la Chine à contenu technologique, 1995 - 2008



Source : Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), sur la base des Nations Unies, Base de données statistiques sur le commerce des marchandises (COMTRADE).

Amérique latine et Caraïbes : structure des exportations par intensité technologique et principaux destinataires, 2010 (en pourcentage du total)



Fuente: Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), sobre la base de Naciones Unidas, Base de datos estadísticos sobre el comercio de mercaderías (COMTRADE) y CEPAL, BADECEL.
 Nota: No incluye a Cuba, Granada, Haití, Saint Kitts y Nevis ni Santa Lucía.
 Las categorías corresponden a PP: Productos Primarios, MBRN: Manufacturas Basadas en Recursos Naturales, MTB: Manufacturas de Tecnología Baja, MTM: Manufacturas de Tecnología Media, y MTA: Manufacturas de Tecnología Alta.
 El Resto de Asia comprende a los países de la Asociación de Naciones del Sudeste Asiático, la República de Corea y el Japón.

Question 1 - La mondialisation en fonctionnement

Les relations entre local et global

Plans d'Ajustement Structurel en Argentine

Nombre d'entreprises privatisées en Argentine

entre 1989 et 1994

Privatisées.....	25
En concession (1).....	12
Transférées (2).....	3
En cours de privatisation.....	25
Liquidation.....	18
Entreprises publiques.....	8
Total.....	93

(1) Concessions de long terme au secteur privé (15-30 ans) : Chemins de fer, Eau, Ports, Autoroutes, Télévisions, etc;

(2) Transfert de juridiction : aux provinces et municipalités. Source : Ministerio de Economía, Subsecretaría de Inversiones.

Source : Kufas, Porta et Ramos, 2002



LA PARTICIPACIÓN DEL CAPITAL NACIONAL Y EXTRANJERO EN LAS PRIVATIZACIONES, 1990-1999

(Millones de dólares corrientes)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	1990-1999
Ingresos por privatizaciones	1 787	1 963	5 496	5 456	923	1 410	736	1 220	522	4 337	23 849
Capital nacional	613	1 108	2 641	1 921	407	297	156	328	171	145	7 787
Capital Extranjero	1 174	854	2 855	3 534	515	1 113	580	892	351	4 192	16 062

Fuente: Dirección Nacional de Cuentas Internacionales del Ministerio de Economía de la República Argentina

Question 1 - La mondialisation en fonctionnement

Les relations entre local et global

Législation minière argentine

CADRE LÉGAL DU SECTEUR MINIER ARGENTIN.

Ley No. 1919., Código de Minería (1886)
Ley No. 24.196, de Inversiones Mineras (1993)
Ley No. 24.224, de reordenamiento Minero (1993)
Ley No. 24.402, de Financiamiento y devolución Anticipada del IVA (1994)
Ley No. 24.228, Acuerdo Federal Minero (1995)
Ley No.24.498, de Actualización Minera (1995)
Ley No. 24.585, de Protección Ambiental (1995)
Ley No. 25.429, de Actualización de Inversiones Mineras (2001, no reglamentada) El tratado de Integración y Complementación Minera entre Argentina y Chile (1997, en curso de aprobación parlamentaria)

Source : Moori Koenig et Bianco (2003, p.7)

LÉGISLATION MINIÈRE ET AVANTAGES FISCAUX.

- Double déduction des coûts d'exploration (Loi 24.196)
- Exonérations des tarifs et taxes douanières (Loi 24.196 - Résolution 112/2000)
- Remboursement de la TVA à l'exploration (Loi 25.429)
- Stabilité fiscale et de change (Loi 24.196)
- Amortissement accéléré (Loi 24.196)
- Déduction des frais de conservation de l'environnement (Loi 24.196)
- Exonération de Profits (Loi 24.196)
- Privilèges (Loi 24.196 modifiée par Loi 25.161 - article 22bis)
- Exonération de l'Impôt au Profit Minimal Présumé (Loi 24.196)
- Capitalisation des Estimations de Réserves Minières (Loi 24.196)
- Remboursement Anticipé et Financement de TVA (Loi 24.196)
- Exemption fiscale minière (loi 24.196)
- Certificat d'exemption de taxe (Décret n ° 613/2001)
- Suppression des taxes provinciales et municipales (Loi 24.228)
- Restitutions pour les ports de Patagonie (loi 23.018 et sa loi modifiant 24 490)
- Déduction de 100% de l'impôt sur les carburants liquides (loi 23.966)

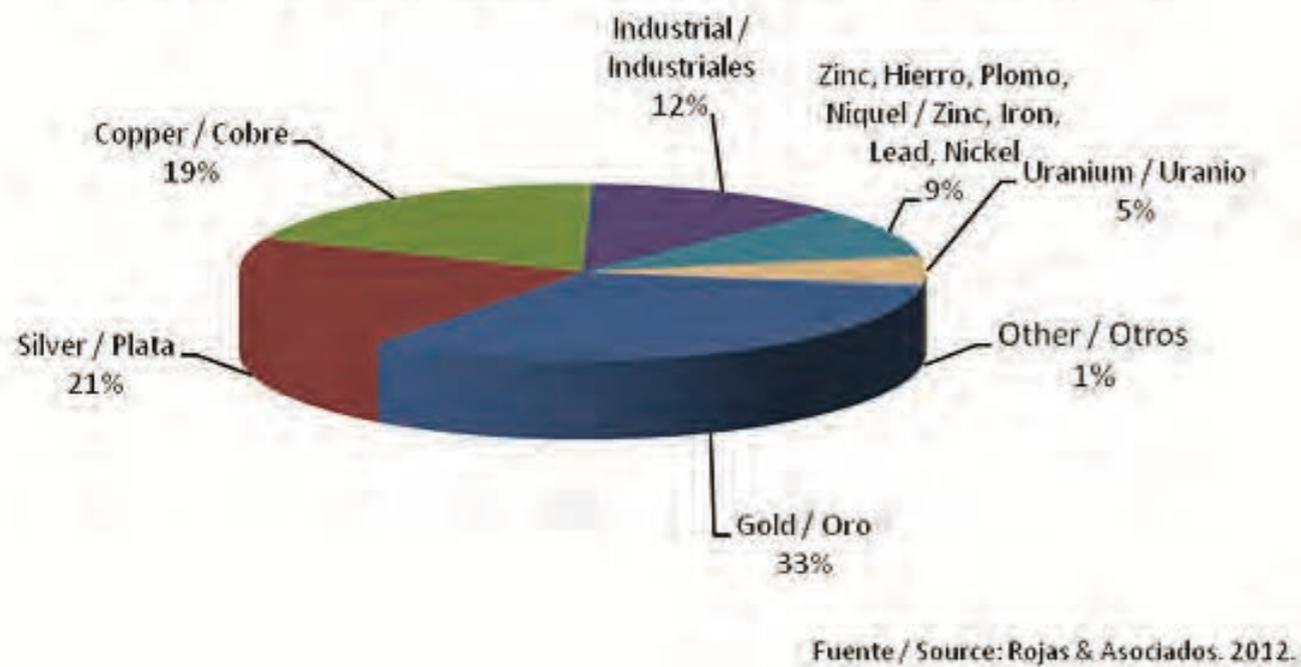
Question 1 - La mondialisation en fonctionnement

Les relations entre local et global

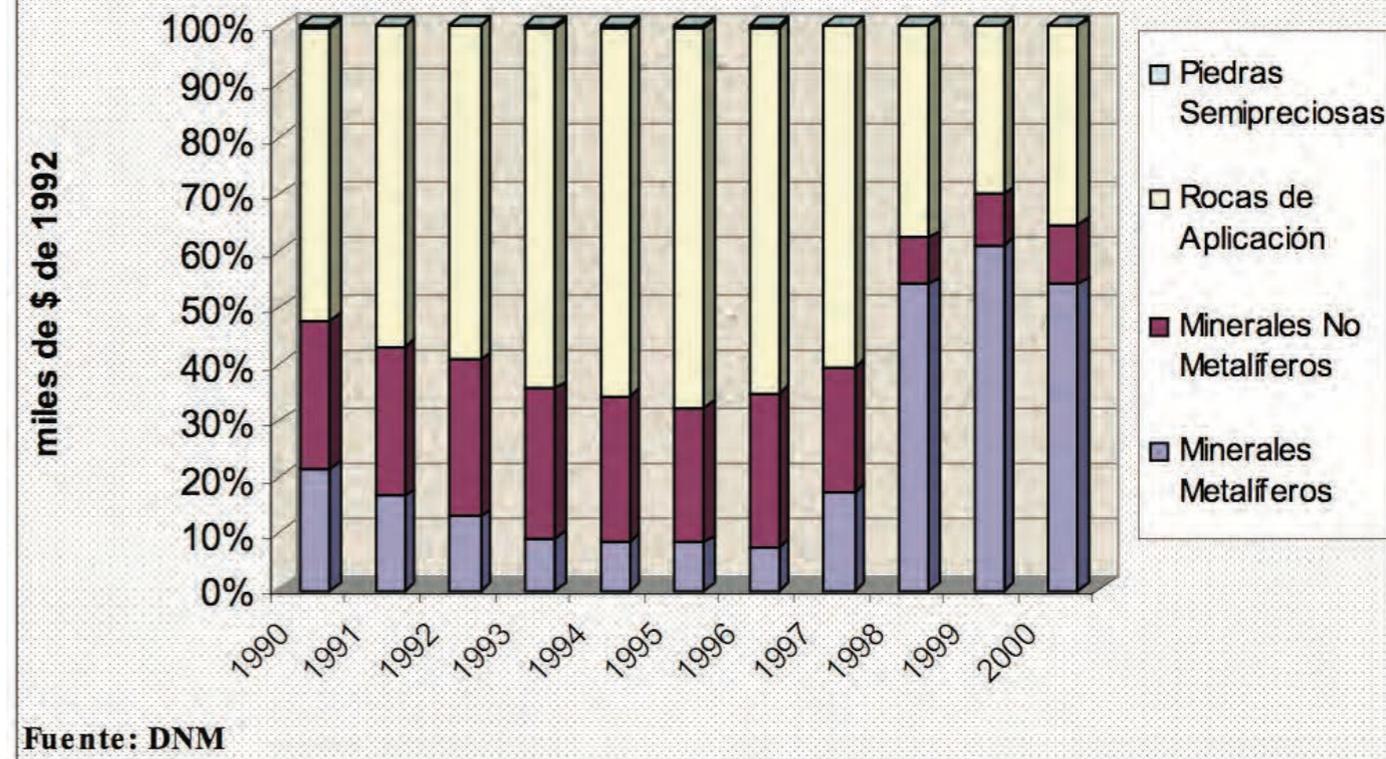
Transformation de l'activité

DISTRIBUTION EN ARGENTINE DE LA VALEUR BRUTE DE LA PRODUCTION MINIÈRE SELON LE TYPE DE MINERAL. (EN POURCENTAGES CALCULÉS SUR LA BASE DU DOLLAR AMÉRICAIN DE 1992)

Objetivos de las empresas / Mineral Target of the companies



DISTRIBUCIÓN DEL VALOR DE LA PRODUCCIÓN MINERA SEGÚN TIPO DE MINERAL



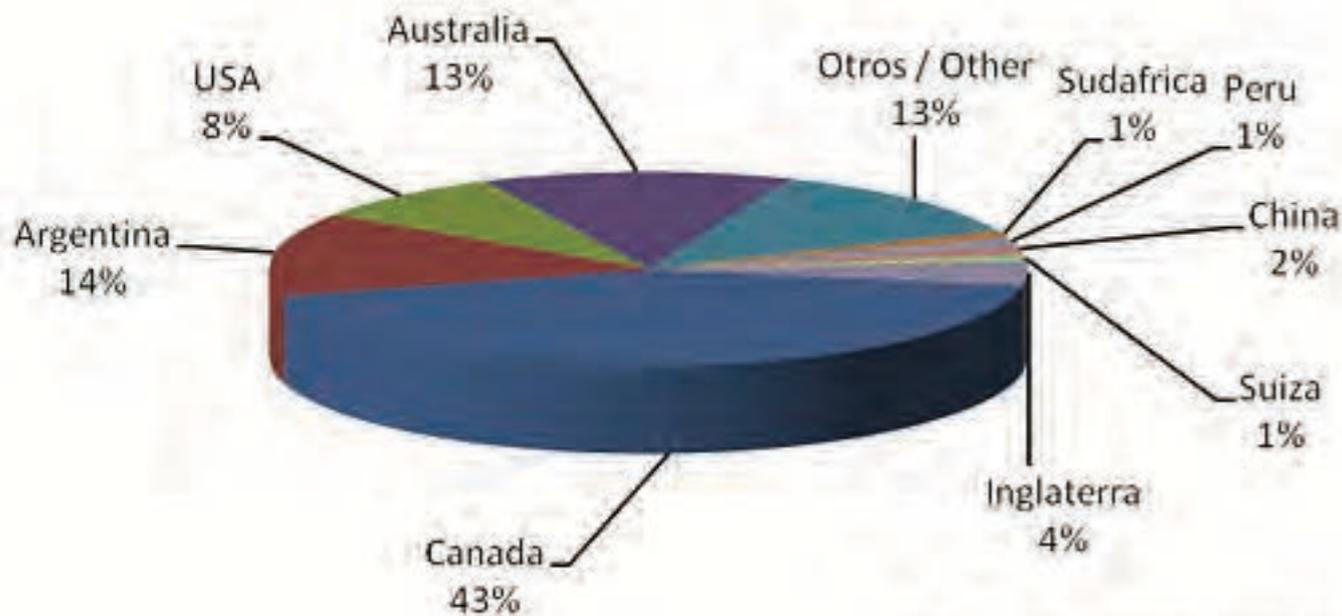
Question 1 - La mondialisation en fonctionnement

Les relations entre local et global

Acteurs de l'activité

OFEMI : ORGANIZACIÓN FEDERAL DE ESTADOS MINEROS

Empresas mineras en Argentina por País de Origen / Mining Companies in Argentina by Country of Origin



Fuente / Source: Rojas & Asociados, 2012.



FUNDAMIN

Fundación para el Desarrollo de la Minería Argentina

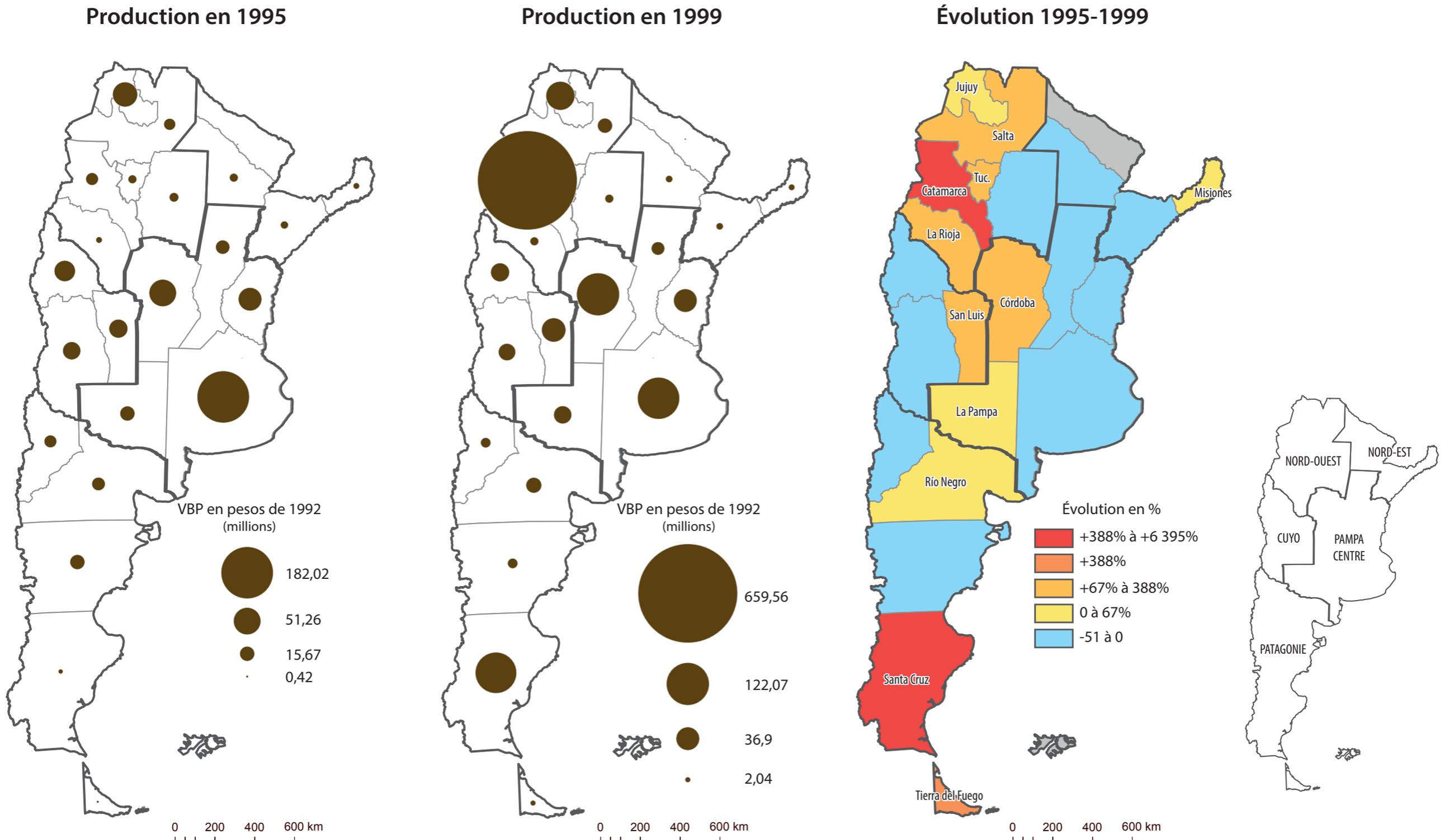
CAEM
Camara Argentina de Empresarios Mineros

Question 2 - Les territoires dans la mondialisation

Territoires et sociétés en marge

Déplacement de l'activité

Valeur Brute de Production du secteur minier argentin, 1995 - 1999



Question 2 - Les territoires dans la mondialisation

Territoires et sociétés en marge

Perception hégémonique & éco-efficiente du territoire



Question 3 - La mondialisation en débat

États, frontières et mondialisation // Débats et contestations

L'État néo-extractiviste, consensus des commodities et malédiction de l'abondance

DISCOURS DE NÉSTOR KIRCHNER DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DU PLAN NACIONAL MINERO (2004)

« Le secteur minier argentin est l'un des rares qui, dans les années 90, avec des changements majeurs de législation, a marqué un changement de cap qui lui a permis d'envisager une cible stratégique différente (...). Au-delà de la législation, que nous estimons bénéfique, qui a aidé, nous sommes aujourd'hui confrontés à une réelle possibilité de consolider le processus d'investissement et le développement minier en Argentine, avec toutes les qualités précédemment décrites avec précision par le responsable de l'exploitation minière - l'ingénieur Jorge Mayoral. Il est vrai aussi que nous croyons en un processus où se consolide le développement de la production, comme cela commence aujourd'hui à être visible dans la province de San Juan, ou comme en témoignent les processus de recherche et de production qui sont lancés dans le reste de l'Argentine, nous sommes absolument convaincus que ce processus va s'affirmer, que se développeront la production minière, les exportations, les sources de travail, et que les recettes vont fortement augmenter (...). Il est également très important que le développement de l'exploitation minière, qui concentre les investissements, soit accompagné d'une croissance durable (...), que les gens perçoivent que l'exploitation minière est synonyme de progrès, de travail, d'amélioration de la qualité de la vie, directement induits par le développement et la croissance économique dans la région où se développe ce type d'investissement (...). Nous allons donc jouer, depuis le gouvernement national, à fortement soutenir le secteur ».

DISCOURS DE J.MAYORAL, ARMINERIA(2007)

« C'est vous, ce sont les projets, les opérateurs et les prestataires de services, qui créent plus de mille emplois directs en ce moment en Argentine, et qui font de la création de plus de 165 000 emplois indirects un véritable pic historique jamais atteint affirmant l'activité minière dans le contexte national comme un secteur très actif dans la construction d'un pays plus juste ».

Question 3 - La mondialisation en débat

États, frontières et mondialisation // Débats et contestations

Contestation locale

El mapa minero

- Provincias con legislación que prohíbe la minería.
- Provincias que tienen en estudio leyes para prohibirla.
- Provincias sin leyes contra la minería.



Fuente: CAEM y CMSJ.

DIARIO DE CUYO

Señales de alarma

La concreción de un mega proyecto minero se compone de varias etapas. ¡Hay que estar bien alertas!

- 1. Proyecto**
Comienzan a negociar y se hacen grandes perforaciones y se comienza a construir la infraestructura.
- 2. Exploración e instalación**
Fase comercial: revientan las montañas y preparan la roca del mineral con sustancias químicas tóxicas.
- 3. Explotación y procesamiento**
Expulsan la roca del mineral con sustancias químicas tóxicas.

Minera La Alumbraera

En el "top ten mundial" de la contaminación. Belén, Catamarca. Utiliza 100 millones de litros diarios de agua del acuífero "Campo del Arenal", y floculantes, detergentes, espumantes y xantatos muy contaminantes. Todos los desechos van a parar al dique de colas el cual tiene filtraciones. Las explosiones para abrir la roca elevan a la atmósfera toneladas de polvo generando neblinas artificiales y provocando una importante alteración de la biósfera.

MEGAMINERÍA EN LOS ANDES SECOS

¡NI POR TODO EL ORO DEL MUNDO!

La explotación minera a cielo abierto utiliza agua y energía en exceso, destruye territorios y afecta de manera directa el modo de vida y la salud de sus habitantes.

Las transnacionales mineras gozan de subsidios nacionales, estabilidad jurídica por 30 años, incentivos fiscales provinciales y municipales, pagan mínimas retenciones para llevarse al exterior valiosos minerales mediante una simple declaración jurada y sin control estatal, y pueden dejar en el exterior el 100% de las divisas que perciben por sus exportaciones.

La implementación de este modelo de saqueo, extractivo y exportador, es resistida por los/as pobladores/as, comunidades campesinas, organizaciones sociales, pueblos originarios kollas y diaguitas, vecinos/as autoconvocados organizados en asambleas socio ambientales en defensa del territorio y de la vida; que impulsan diferentes estrategias de lucha y denuncia frente a los estragos ocasionados por estos emprendimientos.

Los gobiernos locales argumentan que la minería trae "desarrollo y trabajo" cuando los hechos demuestran que sólo genera enfermedades, destrucción y muerte. Ellos acompañan la embestida de las transnacionales mineras con políticas represivas que criminalizan y judicializan la protesta de los/as luchadores/as sociales, avalando también la actuación de "grupos especiales" parapoliciales encargados de intervenir con violencia marchas o bloqueos antimineros a fin de acallar las resistencias.

Existen cerca de 30 transnacionales mineras en el país, la mayoría de origen canadiense (Yamana Gold, Barrick Gold, Xstrata, AngloGold Ashanti y Silver Standard Resources, Pan American Silver Corp, entre las principales). Entre 2003 y 2008 las inversiones mineras se multiplicaron por más de diez y el crecimiento de proyectos fue de 907%. 13 provincias están seriamente comprometidas. 300 minas estarán funcionando en los próximos 10 años. 7 son las provincias que prohibieron por ley este tipo de explotación: Mendoza, Chubut, Río Negro, San Luis La Pampa, Tucumán y Córdoba.

Referencias:

- 1. Proyecto
- 2. Exploración e instalación
- 3. Explotación
- Central eléctrica
- Hidroeléctricas (gras en proyecto)
- Glaciares
- Mina abandonada sin remediar
- Cuenca hídrica contaminada
- Escapes y polvos tóxicos
- Expulsados
- Desalojos
- Criminalización de la protesta
- Resistenciaes kollas/diaguitas
- Pueblijadas y movilizaciones
- Encuentros de la Unión de Asambleas Ciudadanas (UAC)
- Asambleas y vecinos autoconvocados.

ATLAS COLECTIVO
POSTER N°2

Cantidad y envergadura de minas o proyectos mineros en Argentina

www.comocastanos.com.ar

Contestation continental

MAPA DE CONFLICTOS AMBIENTALES



Source : Delgado Ramos G.C. (2013). *Ecología política del extractivismo en América Latina : casos de resistencia y justicia socioambiental*. Buenos Aires : CLACSO